

经过四分之一一个世纪，我们作出事后回想，很容易看到上述希望都已实现。在一九七〇年，只有最乐观的学者才会预言我们竟能有今天的成就。但我们不能忘记，加中协议代表了一个重要的突破。

夏普回想当时的谈判时写道：「加拿大与中华人民共和国建交对两国都是重要的发展。加拿大很少有机会领导世界。我们承认中国，令三十多个其他国家不久便陆续效法我们，使用所谓的「加拿大的台湾方程式」，跟中华人民共和国交换大使。」

至于美国则在九年后才仿效加拿大，跟中国建交。但正如夏普记载：「... 不出数月，尼克松总统便在北京跟毛主席会面。当两国元首在一个公开场合会面，交换意见后，难道还不算承认了彼此政府的权力吗？」当然，加拿大发起的行动有助于打破僵局，为美国铺路，让美国到最后可以跟中国建交，是广大大众所接受的事实。

为确保不失建立外交关系的势头，加拿大政府迅速行动。次日，夏普部长便在联合国大会发言时表示「这个机构数十年来将拥有相当多世界人口的国家的代表屏诸门外，却仍能在今日世界拥有任何地位，实在令人难以置信。」在十月二十一日，加拿大宣布委任傅礼泽 (John Fraser) 为驻北京代办。

到了一九七一年一月，两国首都的大使馆都已开始运作。四月十三日，柯林斯(R.E. Collins)成为首任加拿大驻华大使。中国大使黄华则于七月二十三日抵达渥太华。然而当中国获准加入联合国后，他便随即离开渥太华前赴纽约。

另一方面，四月份第二週的「乒乓外交」始于加拿大及美国队访问北京之行。加拿大一份报章指出这次访问「就像雪崩前传来的低沉咆哮一样，是外交事务即将纷至沓来的前兆」。

六月二十五日，由工业、贸易及商务部长佩平(Jean Luc Pepin)率领的二十五人贸易代表团前往中国。这是一九九四年加拿大访华代表团的蓝本。

自从加拿大与中华人民共和国之间的外交冷淡期被打破后，加拿大的老中国通可以在一九七一年回想多年来的努力终于带来了成功。谈到推动承认中国的问题，谁都不及朗宁(Chester Ronning)热心。他是在中国出生的加拿大外交家，一九四〇年代驻于北京。他在一九四九年十月一日出席了由国家外交局 (Foreign National Bureau) 局长于南京召开讨论外国承认中国问题的会议。国家外交局是中华人民共和国外交部的前身。

1. The Government of Canada and the Government of the People's Republic of China, in accordance with the principles of mutual respect for sovereignty and territorial integrity, non-interference in each other's mutual affairs and equality and mutual benefit, have decided upon mutual recognition and the establishment of diplomatic relations, effective October 13, 1970.
2. The Chinese government reaffirms that Taiwan is an inalienable part of the territory of the People's Republic of China. The Canadian government takes note of this position of the Chinese government.



Mitchell Sharp and Zhou En-Lai, 1972

3. The Canadian government recognizes the Government of the People's Republic of China as the sole legal government of China.
4. The Canadian and Chinese governments have agreed to exchange ambassadors within six months, and to provide all necessary assistance for the establishment and the performance of the functions of diplomatic missions in their respective capitals, on the basis of equality and mutual benefit and in accordance with international practice."

The Minister went on to note that, "The establishment of diplomatic relations between Canada and China is an important step in the development of relations between our two countries, but it is not the first step, nor is it an end in itself. We have opened a new and important channel of communication, through which I hope we will be able to expand and develop our relations in every sphere. We have already indicated to the Chinese, in our Stockholm discussions, our interest in setting up cultural and educational exchanges, in expanding trade between our two countries, in reaching an understanding on consular matters, and in settling a small number of problems left over from an earlier period. The Chinese have expressed the view that our relations in other fields such as these can only ben-

1. Le gouvernement de la République populaire de Chine et le gouvernement du Canada, conformément aux principes du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-intervention dans les affaires internes de l'un et de l'autre, ainsi que de l'égalité et de la réciprocité des avantages, ont décidé de s'accorder mutuellement la reconnaissance et d'établir des relations diplomatiques à compter du 13 octobre 1970.
2. Le gouvernement chinois réaffirme que Taïwan est une partie inaliénable du territoire de la République populaire de Chine. Le gouvernement canadien prend note de cette position du gouvernement chinois.
3. Le gouvernement du Canada reconnaît le gouvernement de la République populaire de Chine comme étant le seul gouvernement légal de la Chine.
4. Les gouvernements chinois et canadiens sont convenus d'échanger des ambassadeurs dans les six prochains mois et de fournir toute l'aide nécessaire à l'établissement de missions diplomatiques dans leurs capitales respectives, ainsi qu'à l'exercice des fonctions de ces missions, dans le respect de l'égalité, de la réciprocité des avantages et de l'usage international.»

Le ministre a encore fait remarqué que «si l'établissement de relations diplomatiques entre le Canada et la République populaire de Chine marquait un pas important dans le développement des relations entre les deux pays, ce n'était ni le premier pas ni encore moins le dernier. Nous avons ouvert, a-t-il ajouté, un canal de communications nouveau et important qui nous permettra, je l'espère, d'élargir et de développer nos relations dans tous les domaines. Au cours de nos discussions de Stockholm, nous avons déjà exprimé aux représentants de la République populaire de Chine notre désir d'établir des échanges dans les domaines de l'éducation et de la culture, de développer les échanges commerciaux entre nos deux pays, d'aboutir à des ententes en matières consulaires et de régler divers problèmes hérités d'une période révolue. Les représentants chinois ont fait savoir qu'une collaboration dans des domaines tels que ceux que je viens d'évoquer ne peut que profiter de l'établissement de relations diplomatiques entre nos deux pays.»

Un quart de siècle plus tard, il est facile de voir que ces espoirs se sont réalisés—à un degré peut-être que seul le plus optimiste de politiciens aurait pu prévoir en 1970. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, par contre, c'est que l'accord sino-canadien a constitué une percée importante.